

REÇU LE 20 AOÛT 2013

PRÉFET DU CALVADOS

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE BASSE-NORMANDIE
UNITÉ TERRITORIALE DU CALVADOS**

U.T. de 14

	Visa	Cist	Sevi	Oldic
HS				
FP	<input checked="" type="checkbox"/>			
ET				
GA	<input checked="" type="checkbox"/>			
AD				
SLC	<input checked="" type="checkbox"/>			
DC				
Secré	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

SOCIÉTÉ SCA NORMANDE

COMMUNE de LISIEUX

L. F.V. (SRTN)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE NORMANDIE,
PRÉFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société SCA Normande le 25 octobre 2010 pour l'exploitation d'un complexe d'entrepôts situé à Lisieux ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 24 juillet 2013 établis suite à la visite d'inspection du 25 juin 2013 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 25 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de la réalisation du mur coupe-feu 4 heures (REI 240) en limite de propriété de l'établissement le long de la rue Nadar ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.7.10 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCA Normande de respecter les dispositions de l'article afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Calvados.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La société SCA Normande, exploitant un complexe d'entrepôts sur la commune de Lisieux, est mise en demeure de :

respecter les dispositions suivantes de l'article 8.7.10. de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010 :

« Les dispositions constructives et techniques suivantes sont mises en place :

- Trois murs coupe-feu 4 heures (REI 240) autostables d'au moins 2 mètres de hauteur sont implantés à certaines limites de propriété afin de protéger les établissements recevant du public en cas d'incendie. Leur positionnement est représenté sur le plan fourni en annexe. »

en réalisant le mur coupe-feu 4 heures (REI 240) le long de la rue Nadar positionné dans l'annexe V de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010, et ce, **avant le 31 décembre 2013**.

ARTICLE 2 : Dans le cas l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.


ARTICLE 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Une contribution pour l'aide juridique de 35 € est due par la partie qui introduit une instance devant les juridictions. A défaut de s'acquitter de cette contribution ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, la requête ainsi introduite devant le tribunal administratif peut être rejetée d'office sans demande de régularisation préalable.

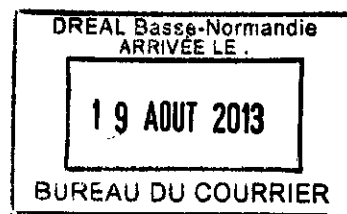
Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados et la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Caen, le 5 août 2013

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Jean-Bernard BOBIN



Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Sous Préfet de LISIEUX,
- au Maire de LISIEUX,
- à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie,
- au Chef de l'Unité Territoriale du Calvados - DREAL.

